

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Lons-le-Saunier  
4 rue du Curé Marion  
39000 Lons-le-saunier

Le 22 mai 2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société Boillot Exploitation Carrières**

La Grange Mathieu  
25620 La Chevillotte

Références : LB/VV/2024/L\_170  
Code AIOT : 0005901732

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2024 dans l'établissement Société Boillot Exploitation Carrières implanté Bois du Mont 39350 Taxenne. L'inspection a été annoncée le 07/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société Boillot Exploitation Carrières
- Bois du Mont 39350 Taxenne
- Code AIOT : 0005901732
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de roche massive autorisée par arrêté préfectoral du 16 février 2005 pour une durée de 15 ans, prolongée par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 16 juillet 2021 et du 31 mai 2023.

Un changement d'exploitant a été effectué au profit de la société SBEC (arrêté préfectoral complémentaire n° AP-2024-23-DREAL du 24 avril 2024). La société SET PERNOT conserve un contrat de sous-traitance de 3 ans pour la prestation de concassage.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Méthode d'exploitation	AP Complémentaire du 16/05/2023, article 6	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	1 mois
6	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 23	/	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Niveaux acoustiques	AP Complémentaire du 16/05/2023, article 8	Susceptible de suites	Sans objet
3	Suivi des émissions de poussières	AP Complémentaire du 16/05/2023, article 9	Susceptible de suites	Sans objet
4	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 10	Susceptible de suites	Sans objet
5	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 28.1	Susceptible de suites	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est bien tenue et propre.

Quelques améliorations sont attendues sur la procédure d'information des tirs de mines ainsi que sur le plan d'exploitation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Méthode d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/05/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Méthode d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 06/07/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitation est réalisée en une phase de 2 ans (plan en annexe 1).</p> <p>L'exploitation se poursuit vers le nord conduisant alors à trois gradins (deux de 15 m et un de 10 m de hauteur).</p> <p>Les matériaux sont extraits par des tirs de mines. Les tirs font appel à la méthode des micro-retards.</p> <p>L'exploitant doit définir un plan de tir. Ce plan doit prendre en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assurer la sécurité du public lors des tirs.</p> <p>L'exploitant informe les riverains préalablement aux tirs de mines (entre 5 à 2 jours avant la réalisation de ceux-ci).</p> <p>Un courrier est également adressé en mairie de Taxenne pour information.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite d'inspection précédente du 06/07/2023, l'inspection a relevé les non-conformités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'exploitant n'informe pas directement les riverains concernés par les tirs (1ères habitations les plus proches de la carrière) ;</li><li>- l'exploitant n'adresse pas de courrier (ou courriel) à la mairie de Taxenne.</li></ul> <p>Constat lors de la présente visite du 20/03/2024 :</p> <p>L'exploitant prévient le maire par un appel téléphonique et ce dernier met des affiches et donne l'information du tir sur le réseau Facebook de la commune. Le maire passe également voir les riverains concernés pour les avertir.</p> <p>L'inspection indique à l'exploitant qu'il convient de procéder aux informations (riverains et mairie) par une voie écrite (courriel ou courrier) afin de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2023 et de conserver un justificatif.</p> <p>L'utilisation de réseaux sociaux pour l'information des tirs de mines n'est pas opportun.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Niveaux acoustiques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/05/2023, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux acoustiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 06/07/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Sans préjudice des dispositions afférentes des articles ministériels de prescriptions générales applicables, l'exploitant fait réaliser à ses frais à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et à chaque changement de phase d'exploitation, une campagne de mesures des émissions sonores de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs-limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la dernière visite du 06/07/2023, l'inspection a constaté l'absence de mesure d'émissions sonores depuis 2006.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 18/03/2024, un rapport établi par Sciences Environnement sur le suivi environnemental des niveaux sonores pour l'année 2023.</p> <p>Les mesures ont été réalisées le 19 septembre 2023 et les résultats montrent que la mesure effectuée en limite de site est inférieure au seuil réglementaire et les émergences calculées au niveau des deux points ZER sont également inférieures au seuil réglementaire.</p> <p>Les résultats sont donc conformes à la réglementation en vigueur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Suivi des émissions de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/05/2023, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des émissions de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 06/07/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières conformément aux articles 39, 56 et 57 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2515, ainsi qu'aux éléments fournis dans le dossier de porter à connaissance déposé le 13 janvier 2023 complété le 12 avril 2023.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la dernière visite du 06/07/2023, l'inspection a constaté l'absence de mesure de retombées de poussières.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 18/03/2024, un rapport établi par Sciences Environnement sur le suivi des émissions de poussières environnementales pour l'année 2023.</p> <p>Les mesures ont été réalisées du 19 octobre 2023 au 15 novembre 2023.</p>

Les résultats sont très inférieurs au seuil de 500 mg/m <sup>2</sup> /j (un maximum relevé à 16,3 mg/m <sup>2</sup> /j) qui est le seuil réglementaire concernant les carrières soumises à la surveillance des émissions atmosphériques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Clôtures et barrières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôtures et barrières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 06/07/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement, à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer : <p>- une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation, qui enfermera et interdira l'exploitation et en particulier toute zone dangereuse (excavations, ...) de la phase en cours. Cette clôture ne sera interrompue qu'au niveau de l'accès par une barrière qui sera fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation ;</p> <p>- des pancartes placées bien en vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation signaleront l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise. elles seront régulièrement espacées, à raison d'au moins un panneau par cent mètres, sur la clôture précitée ainsi qu'au niveau du chemin d'accès.</p>
<b>Constats :</b> Lors de la dernière visite d'inspection du 06/07/2023, l'inspection a relevé les non-conformités suivantes : <p>- sur les limites contrôlées, le dispositif de clôture est par endroit endommagé ou ne constitue pas un obstacle suffisant à la pénétration des personnes ;</p> <p>- la présence de pancartes (rappelant l'interdiction d'entrer et le danger de la carrière) à proximité des limites est insuffisante par endroit (sur les secteurs contrôlés).</p> <p>Lors de la visite du 20/03/2024, l'inspection constate que :</p> <p>- l'exploitant a réparé la clôture aux endroits où elle était endommagée et a rajouté des pancartes rappelant l'interdiction d'entrer et le danger de la carrière à proximité des limites.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Tirs de mines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 28.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tirs de mines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 06/07/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

<p>Le respect de la valeur ci-dessus sera vérifié à chaque tir sur la carrière et dans les conditions représentatives d'exploitation, au niveau des points suivants et localisés A, B et C de l'annexe 6 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Point A : Village de Taxenne : au niveau des premières habitations du lotissement « Les Daffois », situées à 500 mètres à l'Ouest de la carrière.</li> <li>• Point B : Habitation face au chemin d'accès : située à environ 375 mètres au Sud-Ouest de la carrière.</li> <li>• Point C : Chapelle : située à environ 325 mètres au Sud - Sud-Ouest de la carrière.</li> </ul> <p>Les résultats des mesures doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la dernière visite du 06/07/2023, l'inspection a constaté les non-conformités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- absence de mesure de vibrations au niveau du point B : habitation située face au chemin d'accès à la carrière le long de la route départementale 125 ;</li> <li>- absence de mesure de vibrations au niveau du point C : chapelle située au sud de la carrière dans un près.</li> </ul> <p>Constat lors de la visite du 20/03/2024 :</p> <p>L'exploitant fait réaliser des mesures de vibrations à chaque tir de mines au niveau de 3 habitations (parfois 4).</p> <p>L'étude du rapport de mesures des vibrations, fourni par l'exploitant, sur les 4 derniers tirs réalisés en 2023, ne montre pas de non-conformité par rapport aux prescriptions réglementaires applicables. En particulier, l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière, n° 294 du 16 février 2005, impose au travers de son article 28.1, que les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées selon les 3 axes de la construction.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Plan d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 23</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, plan d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan, sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>• le bord de la fouille ;</li> <li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (nivellement NGF) en particulier de l'aire des stockages et des banquettes découpant les fronts ;</li> <li>• les zones remises en état ;</li> <li>• la position des éléments de surface à protéger visé à l'article 19.5 ci-dessus, et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 18/03/2024 un plan d'exploitation établi par le géomètre expert ABCD, état des lieux au 5 janvier 2024.</p> <p>Le plan comprend les éléments prescrits à l'article 23 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2005.</p>

Cependant, il manque des cotes d'altitude des points significatifs (nivellement NGF) en particulier des banquettes découpant les fronts, afin de pouvoir vérifier la hauteur de celles-ci.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois